

De l'utilité de la Genève internationale

Le conseiller fédéral chargé du Département fédéral des affaires étrangères, Ignazio Cassis, a pour la première fois pris la parole à la tribune du Conseil des droits de l'homme et à la Conférence du désarmement. Il explique sa vision de la Genève interna

Le Temps · 27 febr. 2018 · PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD @BussardS

«Les droits de l'homme sont dans une phase de fatigue. Nous devons leur donner un nouvel élan. Et éviter que la bureaucratie ne tue l'esprit initial du système.» Ignazio Cassis, qui s'exprimait pour la première fois devant le Conseil des droits de l'homme, livre sa vision de la Genève internationale.



C'est la première fois qu'il s'exprimait à la tribune du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, qui vient d'entamer sa 37e session lundi. Le chef du Département fédéral des affaires étrangères Ignazio Cassis dresse ce sombre constat: «L'existence d'un système international fonctionnel reposant sur les droits de l'homme n'a rien d'une évidence.» Quelques heures plus tard, le conseiller fédéral s'est adressé à la Conférence du désarmement pour tirer la sonnette d'alarme face au risque nucléaire.

Quel rôle voulez-vous donner à la Genève internationale pour mener la politique étrangère de la Suisse? Dès mon entrée en fonction, le 1er novembre, j'ai envoyé ma première lettre au canton et à la ville de Genève, aux Nations unies pour dire à ces acteurs que je comptais sur eux. Je suis venu à Genève pour véhiculer le même message en décembre. C'était un signal clair de ma part. La Genève internationale nous sert à bâtir la réputation d'une Suisse internationale, active sur le plan global, mais discrète, selon le caractère de ses habitants et sa tradition des bons offices. Je suis fier de constater que la Confédération a pu se forger une telle réputation grâce à Genève. Notre rôle est reconnu sur la scène internationale.

Dans la transformation numérique de la société, la Genève internationale a-t-elle un rôle à jouer? La numérisation bouleverse notre existence, pose des risques de cyberguerres. Il faut se demander

comment prévenir de tels conflits. Je vais m'engager fortement à ce que la Genève internationale soit au coeur des questions de gouvernance mondiale de l'Internet. Elle a une expertise unique au monde sur la gouvernance. Nous n'avons peut-être pas la Silicon Valley, mais nous avons l'EPFL et l'Université de Genève.

La cherté de la Genève internationale, un risque de délocalisation de certaines organisations? New York et Vienne ne sont pas moins chères. Et puis Genève a le grand avantage de pouvoir s'élargir, si nécessaire, aussi bien sur sol suisse qu'en France voisine. Elle abrite plusieurs langues, une multitude de cultures dans l'esprit même de l'ONU. Nous faisons des efforts pour développer les meilleures conditions-cadres possibles. Quand le parlement décide de voter un crédit cadre pour la rénovation du Palais des Nations de quelque 440 millions de francs, ce n'est pas évident. Le reste de la Suisse se demande à quoi rime la Genève internationale. Tout est donc dans la formulation. Il importe de parler davantage de la Suisse internationale que de la Genève internationale.

La Genève internationale reste méconnue dans certains endroits de Suisse romande, en Suisse alémanique et au Tessin. Nous n'avons pas assez communiqué à l'intérieur de la Suisse. Je crois qu'on peut encore faire de gros progrès pour renforcer le sentiment d'utilité de la Genève internationale dans l'identité du pays.

Le Conseil fédéral vient de refuser la motion d'un parlementaire exhortant à ratifier au plus vite le Traité onusien sur l'interdiction des armes nucléaires. N'est-ce pas en contradiction avec la mission humanitaire de Genève? Non, quand il y a des traités importants, il faut se donner le temps nécessaire pour en éclairer tous les points. La précipitation n'aide jamais. Si nos services nous disent attendez, nous devons encore analyser le traité, nous devons les écouter. Sur le plan humanitaire, je vous rassure. Les Suisses sont très fiers de la Croix-Rouge internationale. C'est entré dans les coeurs de plusieurs générations. Et même si le CICR n'a pas grand-chose à voir avec la Croix-Rouge d'un point de vue juridique, c'est la même marque, le même logo. L'exemple du CICR montre à quel point les Suisses peuvent être fiers d'une organisation ancrée dans leur territoire.

Mais certains estiment que le CICR est de moins en moins suisse... Je peux imaginer ce discours à Genève. Mais allez à Herisau. Tout le monde décrira le CICR comme une chose sacrée. Cela dit, je suis convaincu que la Suisse est forte quand ses institutions sont fortement ancrées dans la population. UBS, dont la majorité des actions est en mains étrangères, n'est plus suisse depuis longtemps. Ce n'était pas étonnant que le peuple suisse ait renâclé à l'aider au moment de la crise. Aujourd'hui, UBS s'est réapproprié une identité suisse et redevient forte au niveau international. Au cours des trois dernières décennies, on n'a pas assez mis l'accent sur ce lien entre fort ancrage national et fort impact international. Aussi le CICR restera fort s'il reste fortement ancré en Suisse.

Au Conseil des droits de l'homme (CDH), vous avez fait référence aux 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un document qui reste important? J'ai posé une question rhétorique: a-t-on encore besoin d'une telle déclaration? Ma réponse est catégorique: plus que jamais. Plus on s'éloigne de la Seconde Guerre mondiale, plus il nous faudra mettre les projecteurs sur les instruments de prévention des conflits, ce d'autant que nous vivons une période agitée. A l'avenir, j'aimerais jeter une lumière nouvelle sur ce qui existe depuis longtemps et qui fonctionne. Mais je souhaite l'exprimer de façon plus directe. Ici au Palais, j'ai pu le constater, le langage est très onusien, répétitif, très rituel un peu comme à l'église. Pour la population, c'est parfois difficile à suivre.

Les Etats-Unis sont très critiques à l'égard du CDH, un organe créé sur proposition de la Confédération. Ils exigent des réformes. La pire chose serait de ne pas avoir de critiques. Cela voudrait dire

qu'on fait fausse route. Les critiques doivent être constructives et permettre de se remettre en question. La critique des Etats-Unis est bienvenue pour autant qu'elle vise à faire évoluer ce

«Il faut éviter que la bureaucratie ne tue l'esprit initial du système»

pilier de l'ONU (droits de l'homme). Si par contre leur critique est destructrice, arguant qu'on n'a plus besoin des droits de l'homme, j'y serais farouchement opposé. Il reste que nous avons une bonne relation avec les Etats-Unis. Nous devons peut-être l'améliorer, ce d'autant que nos rapports avec l'UE sont actuellement empreints de lassitude.

Lundi, vous avez insisté sur la nécessité de renforcer l'infrastructure des droits de l'homme... Les droits de l'homme sont dans une phase de fatigue. Or ce n'est pas le moment de relâcher l'effort. Nous devons leur redonner un nouvel élan. C'est pourquoi il faut éviter que la bureaucratie ne tue l'esprit initial du système. J'entends exactement la même chose au niveau européen. Il faut éviter que la bureaucratie bruxelloise ne tue l'esprit de l'UE. Nous devons toujours être capables de nous poser les questions fondamentales et ne pas laisser l'administration devenir la finalité de notre action.

